



Les clefs cachées du discours de Trump contre le Venezuela

Par [William Serafino](#)

Mondialisation.ca, 24 septembre 2017

[Mission Verdad](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#), [États-Unis](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#),
[Économie](#)

Parallèlement au désastre politique de l'antichavisme au Venezuela, l'establishment États-unien vit sa propre version de chaos et d'affrontements internes. L'évènement vedette pour les médias au cours du premier jour de la 72^{ème} session annuelle de l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies (ONU), à savoir le discours de Donald Trump, ne doit pas être vidé de son contenu ni être pris à la légère. Le cadre militaire qu'il essaie de mettre en place devant le forum politique mondial le plus important du monde consiste à faire croire qu'il n'existe pas de solution politique au Venezuela, mais uniquement militaire. Des qualificatifs comme « narco-état » ou « dictature » illustrent bien le storytelling médiatique qui vise à occulter le fait que le Venezuela vient de mettre fin à un cycle de violence politique par un processus électoral constituant, que dans quelques semaines auront lieu des élections régionales auxquelles participera l'opposition de droite et que des négociations avec des acteurs politiques antigouvernementaux sont en cours pour stabiliser l'économie du pays face aux agressions internes et externes. L'agressivité de Trump est symptomatique de la manière dont le gouvernement de Nicolas Maduro a commencé à répondre à ses sanctions et du haut niveau de sensibilité géostratégique que représente la sortie progressive du dollar et l'entrée dans une architecture financière internationale externe aux États-Unis.

Une introduction peu romantique.

S'il est une chose que Donald Trump a démontré après avoir été élu président depuis presque une année, c'est avant tout sa faiblesse en politique intérieure et son incohérence en politique extérieure. Les contradictions dont il a fait preuve suite à ses promesses électorales (l'envoi de troupes en Afghanistan alors qu'il s'était engagé à les en retirer durant sa campagne) ajoutées au démontage expéditif de son équipe initiale rendent compte non seulement [d'une forte lutte interne](#) pour le contrôle de la politique extérieure des États-Unis, mais aussi de la personnalité du président lui-même.

Un article écrit par Daniel Larison dans « [The American Conservative](#) » tente de définir le pourquoi des incessantes contradictions de Trump, si bien exploitées par Fox et CNN : « *Comme je l'avais déjà remarqué, il s'agit d'un homme qui ne croit qu'en lui-même, il n'a pas de convictions fortes et peut donc être manipulé par son interlocuteur du moment* ». L'analyste ajoute « *1) Il ne comprend rien en matière de politique et ne s'en soucie pas ; 2) il ne se sent pas obligé d'accomplir les promesses qu'il a faites, 3) la seule chose qui l'intéresse est d'apparaître dans une négociation réussie* » .

Ces trois points caractérisent l'orientation des agissements de Trump. A ses yeux, envoyer des troupes en Afghanistan ne représente pas la trahison d'un quelconque précepte idéologique, tout comme vociférer qu'il détruira la Corée du Nord ou affirmer que le gouvernement iranien est une « dictature corrompue » tout comme celui du Venezuela n'a rien de politique, tout cela étant dit en même temps et générant plus de doutes que de consensus.

Exhiber ses muscles politiquement parlant et faire voir que les Etats-Unis restent réellement le gendarme intraitable du monde, plus fort que jamais depuis la fin du XXème siècle, a autant d'importance pour les apparences que pour ce qui se cache derrière : le manque de puissance pour atteindre des objectifs fixés de façon désastreuse, compensée par la nécessité d'imposer une narrative qui maintienne à flot la perspective d'un affrontement avec ses rivaux stratégiques. Le Venezuela est perçu, par Trump en particulier en tant que négociateur, comme une opportunité (politique, économique et financière) hautement rentable, en concordance obligée avec la ligne de ceux qui contrôlent actuellement la politique extérieure. Pour autant, les coûts énergétique et politique que risquent d'entraîner sur le plan interne de futures sanctions plus agressives à l'encontre des secteurs pétrolier et financier du Venezuela, ou une intervention militaire directe, font obstacle -pour l'instant- à la concrétisation de la réalité augmentée exprimée dans son discours.

Militarisation de la politique extérieure des Etats-Unis

Contrairement à l'administration Obama, caractérisée par un équilibre entre autorités civiles et militaires en matière de politique extérieure, l'administration Trump a rapidement penché du côté du secteur militaire.

L'écrivain et ex-reporter du « New York Times », Stephen Kinzer, affirme que *« le pouvoir suprême de façonner la politique extérieure et sécuritaire des Etats-Unis est tombé entre les mains de 3 militaires: le général James Mattis, Secrétaire de la Défense, le général John Kelly, chef de cabinet du président Trump et le général H.R.McMaster, conseiller pour la sécurité nationale »*. Kinzer analyse l'étape actuelle de l'administration Trump comme la conclusion d'une *« coup d'état militaire en caméra lente »*, destiné à discipliner le gouvernement des Etats-Unis face aux « politiciens fous » qui assiègent la Maison Blanche depuis l'ascension du président Trump. Ce qui revient concrètement à imposer un gouvernement de facto lui aussi composé de « fous ». Ce schéma visant à homogénéiser l'administration Trump dans le cadre d'une seule stratégie, celle répondant aux intérêts de corporations d'armement et pétrolière qui font du lobbying derrière les autorités, révèle qu'il est prévu pour perdurer sur le terrain diplomatique.

Le discours de Trump à l'ONU met en évidence que ses vociférations sont programmées par les néoconservateurs, parti politique au service du complexe militaro-industriel qui disposent des placements les plus prometteurs par le truchement de H.R. McMaster et de John Kelly, et dont la doctrine de guerre permanente sert de viseur dirigé sur le bloc émergent représenté par la Russie, la Chine, l'Iran et le Venezuela, entre autres. Acteurs de poids qui concentrent une part importante des réserves énergétiques et minérales dont a besoin le complexe militaro-industriel, soutien des économies états-uniennes pour continuer à fonctionner. Vu le profil militaire de l'administration actuelle des Etats-Unis, la trame de la guerre non conventionnelle est tissée depuis la Maison Blanche même. Le ton agressif, belliqueux et grossier de Trump est l'expression et le symptôme du désespoir d'un immense système d'accumulation qui revendique à cors et à cris sa perpétuation sur le long terme.

Comme *The Saker* le résume bien, les [néoconservateurs représentent](#) « une tendance hégémonique au sein de Wall Street, de la Maison Blanche, du Congrès, du Pentagone et des médias « mainstream » ; leur programme doctrinal contenu dans le « *Projet pour un nouveau siècle américain* » et la « *Doctrine de Domination à spectre intégral* » représentent les cartes de navigation qu'ils ont établies pour défendre leur exceptionnalisme global, leur agenda hypermilitariste et la dérégulation pleine et entière de Wall Street et de la Réserve Fédérale.

L'enjeu est énorme et le Venezuela, considéré comme faisant partie de « son hémisphère », est sa mise la plus convoitée.

La « solution militaire » s'impose à la politique menée par la Maison Blanche envers le Venezuela

Etant donné que ce sont des militaires qui contrôlent actuellement la politique extérieure des Etats-Unis, leur approche logique de la géopolitique est éminemment militaire. Les « priorités nationales » des Etats-Unis en tant que nation (ou de ce qu'il en reste) sont reléguées en marge sur le moyen terme, et sont remplacées par les « priorités militaires » qui ressemblent à s'y méprendre à une méthodologie guerrière, mais qui a peu à voir avec une gestion administrative de ce qui ne passe qu'au second rang.

Les trois chefs militaires suprêmes se sont cependant engagés dans des tâches qui vont au-delà de l'intention de « discipliner » la Maison Blanche. Leurs tentacules se sont étendues jusqu'au Département d'Etat, réussissant à mettre en poste une Secrétaire d'Etat parallèle, au détriment de Rex Tillerson, porte-parole alignée sur l'agenda hypermilitariste de ceux qui détiennent le commandement central du gouvernement. Il s'agit de l'ex-gouverneure de la Caroline du Sud, Nikki Haley, sans expérience en politique étrangère.



Nikki Haley, ambassadrice nommée par Donald Trump auprès de l'ONU, ici en campagne

pour le sénateur d'extrême droite Marco Rubio.

« *National Review* », de tendance nettement néo-conservatrice, donne dans le mille au sujet de ces changements de poste récents, en révélant comment, par l'intermédiaire de cette porte-parole, on essaie de soumettre le bloc émergent dans son ensemble à une même stratégie de harcèlement : « *Haley est devenue la porte-parole principale des Etats-Unis en faveur des droits de l'homme et contre la tyrannie* ». On a trouvé en elle la parfaite ventriloque pour discréditer le Département d'Etat dirigé par Tillerson et mettre à l'unisson l'agenda de politique extérieure et sa petite pieuvre à l'ONU.

Phillip Giraldi, qui écrit pour « *The American Conservative* », affirme que Haley agit non seulement hors contrôle de Trump, mais qu'elle « *se tient fermement dans le camp des néoconservateurs, recevant les éloges de sénateurs tels que Lindsey Graham de Caroline du Sud et des médias de Murdoch* ». Graham aurait offert un armement militaire et un soutien à Juan Manuel Santos lors de sa première visite officielle à Washington en cas de conflit éventuel avec le Venezuela. Haley s'est également entretenu avec le président Colombien pendant le dîner de conspirateurs organisé par Trump à New York le 18 septembre dernier, auquel assistait le même général Kelly qui fit part en 2015 de son intention d'envahir le Venezuela pour des raisons dites « humanitaires ».

Cadre symbolique, exceptionnalisme et manœuvres destinées à faire échouer le dialogue

Le dialogue politique entamé en République Dominicaine entre la droite/extrême droite d'une part et gouvernement bolivarien d'autre part, avec l'appui de l'ex-président espagnol Zapatero et de pays comme la Bolivie ou le Mexique, noué à la suite de l'installation de l'Assemblée Nationale Constituante, a provoqué une série d'actions cherchant à l'enrayer. Les audiences bidons d'ONG et de personnages corrompus vénézuéliens protégés par les Etats-Unis devant Luis Almagro à l'O.E.A., en coordination avec Zeid Al Hussein, Haut-Commissaire des Droits de l'Homme à l'ONU, dans l'intention d'aplanir le chemin devant mener Maduro devant la Cour Pénale Internationale) pour y répondre de crimes de « lèse-humanité », en constituèrent le plat principal.

Quelques jours plus tôt, on serrait les boulons du blocus financier contre CITGO, filiale de PDVSA, réduisant ses lignes de crédit afin de diminuer ses bénéfices et d'affecter le rapatriement des dividendes, allant jusqu'à empiéter sur les licences du Département du Trésor lui-même suite à l'ordre exécutif de Trump. Des tonnes d'aliments et de médicaments n'entrent plus dans le pays du fait que des banques comme Citibank n'assurent plus les paiements des sociétés d'importation. Haley est non seulement en proche relation avec Zeid, mais elle cherche à rallier, depuis son poste à l'ONU et au moyen de chantages et d'extorsions en tous genres révélées aux mois d'avril et de juillet, l'OEA, diverses agences de l'ONU et des partenaires régionaux du groupe *ad hoc* créé à Lima, y incluant même des opposants internes, pour resserrer l'étau financier et diplomatique autour du Venezuela en réaction au dialogue instauré en République Dominicaine, cette initiative ayant pourtant reçu le soutien de l'ONU, de gouvernements de l'Union Européenne et de la région qui jouent le rôle de médiateurs.

L'article de « *National Review* » déjà mentionné explique aussi à quel jeu joue Haley au sein de l'ONU : « C'est quelqu'un de tout disposé à faire pression publiquement sur des agences de l'ONU aussi corrompues et inefficaces que le *Conseil des Droits de l'Homme* du fait de son hypocrisie et de son antisémitisme, tout en réaffirmant l'alliance entre les Etats-Unis et

Israël, alors qu'une telle déclaration relève du Secrétariat d'Etat ». Depuis le Conseil des Droits de l'Homme, le duo Haley-Zeid réaffirme qu'il tient à renforcer l'isolement du Venezuela et les différents moyens utilisés, qui vont de l'intention de monter un dossier contre le Président Maduro devant la CPI à une tentative d'activer la Convention de Palerme ; tout cela faisant partie d'un bouillon de culture qui, même s'il ne finira pas par prendre sur un terrain favorable, doit être considéré comme une stratégie en cours de développement, cherchant à élever les sanctions à un niveau plus sensible.

Derrière le slogan fétiche de Trump « Restaurer la démocratie » au Venezuela, aucune politique réelle

L'Assemblée Générale de l'ONU, ouverte par le discours hypermilitariste de Trump et la convocation à une réunion des ministres des affaires étrangères du « Groupe de Lima » représentait une occasion en or pour avancer à grands pas dans l'agenda interventionniste. Déblayer le terrain pour faciliter le traitement du « problème vénézuélien » au plus haut niveau (Conseil de Sécurité) comme ce fut le cas pour la Lybie et la Syrie antérieurement. En parallèle, ils essaient de mettre en œuvre des mesures coercitives d'ordre pénal contre la direction du mouvement chaviste. Une autre solution qui ne semble pas aussi facile consiste à faire du Venezuela le thème récurrent du Conseil de Sécurité, les options posées sur la table suggèrent qu'un objectif plus viable dans un avenir proche serait de consolider le dossier « Etat en faillite » via l'homogénéisation du champ médiatique, des agences de l'ONU et du Congrès des Etats-Unis afin de justifier des actions unilatérales plus agressives sur le terrain économique et financier.

Au-delà des apparences et des discours publics, ajuster de tels objectifs contre le Venezuela exige des Etats-Unis de venir à bout du contrôle des institutions multilatérales traditionnelles ou du moins, de les associer à des structures informelles du style « Groupe de Lima » dans le but de se libérer du joug du droit international pour finalement ne dépendre que d'eux-mêmes. Le cas de la Syrie sert d'exemple pour montrer comment passer outre la législation internationale afin d'envahir un pays par des méthodes non conventionnelles. Les guerres hybrides en préparation nécessitant des institutions mondiales plus flexibles, dérégulées, dénationalisées et plus expéditives, effaçant les frontières diplomatiques, politiques et militaires présentes sur le terrain d'opération.

Cependant, n'ayant pas développé cette stratégie jusqu'à son plus haut niveau, et bien que l'ONU soit une institution ayant souvent servi les intérêts stratégiques des Etats-Unis, rien n'a pu empêcher la partie syrienne d'utiliser cet organisme pour blinder les processus de négociation et de dialogue d'Astana. De l'autre côté de l'Atlantique, le Venezuela bénéficie du soutien du Secrétaire Général de l'ONU, Antonio Guterres et du Conseil des Droits de l'Homme. C'est pourquoi les « recommandations » faites par Haley en prélude à la réunion de l'Assemblée Générale vont dans le sens d'un démantèlement des organismes qui entravent ou condamnent l'agenda exceptionnaliste des Etats-Unis, tout particulièrement là où la Russie, la Chine, l'Iran et la Syrie exercent une influence clé.

Conclusion ouverte...

Bien que la stratégie politique des Etats-Unis gagne en précision, tant par les acteurs et intérêts du complexe militaro-industriel qui en sont à l'origine, que par les objectifs poursuivis à l'encontre du Venezuela dans la conjoncture actuelle, le discours de Trump devant l'ONU ne doit pas être vidé de son contenu ni être pris à la légère. Le cadre militaire qu'il essaie de mettre en place devant le forum politique mondial le plus important du

monde –pour l’instant- consiste à faire croire qu’il n’existe pas de solution politique au Venezuela, mais uniquement militaire.

Des qualificatifs du genre « narco-état » ou « dictature » illustrent bien les narratives au moyen desquelles on cherche à occulter le fait que le Venezuela vient de mettre fin à un cycle de violence politique par un processus électoral constituant, que dans moins d’un mois auront lieu des élections régionales auxquelles participera l’opposition et que des négociations avec des acteurs politiques antigouvernementaux sont en cours pour stabiliser l’économie du pays face aux agressions internes et externes.

Rien de tout cela ne transparaît dans le discours de Trump devant l’ONU. Les trois chefs militaires qui représentent le gouvernement réel surenchérisent en faisant pression sur des partenaires favorables au Venezuela ou qui restent neutres dans le concert des nations, afin qu’ils suivent leur agenda anti-politique et violent contre le pays, au niveau de toutes les instances multilatérales où ils exercent leur influence. Sur le plan interne, la méconnaissance et la fracture de l’Etat Vénézuélien devient son point d’honneur. N’importe quel mécanisme de négociation et de stabilisation politique, que ce soit par des élections ou par le dialogue ne change en rien sa posture (à moins que ne perde le chavisme). Non seulement en raison de la guerre à laquelle ils veulent nous mener par simple nécessité économique, ou parce que les prémisses dont découlent leurs actions de blocage financier et d’isolement diplomatique ont pour fondement de considérer comme « illégitime » tout scénario politique reconnaissant le chavisme comme gouvernement.

Derrière l’argument fétiche de « restaurer la démocratie » au Venezuela avancé par Trump, il n’y a aucune politique. Son ton belliqueux le met en évidence. Les multiples fronts ouverts par les Etats-Unis avec le même storytelling médiatique, devenues des guerres désastreuses, le montrent.



Pour l’heure, le Venezuela a toujours le même président et se bat pour surmonter les défis économiques, renforçant ses relations avec [la Russie, la Chine et l’Iran](#) engagés dans un mégaprojet économique et financier global qui menace la suprématie du dollar ainsi que les règles commerciales et les institutions financières qui le soutiennent. L’agressivité de Trump est symptomatique de la manière dont nous avons commencé à répondre à ses sanctions et du haut niveau de sensibilité géostratégique que représente l’entrée dans une [architecture](#)

[financière externe](#) aux Etats-Unis.

En attendant, Haley continuera d'essayer d'agir contre le Venezuela (et la Russie, l'Iran et la Corée du Nord...) avec H.R.McMaster et John Kelly opérant dans les coulisses via notre ventriloque de Caroline du Sud. Le dénommé « Axe du Mal », qui dans sa grande majorité n'a pas envoyé de représentation présidentielle à l'occasion de l'assemblée de l'ONU -clair message de désaveu de cet organisme de la part de Poutine, Maduro et Xi Jinping- est sorti renforcé par la désastreuse introduction de Trump, laquelle a mis les Etats-Unis en position de faiblesse politique et dans l'incapacité de présenter une politique extérieure générant confiance et crédibilité pour le concert des nations.

William Serafino

Article original en espagnol : [Discurso de Trump contra Venezuela: las claves ocultas \(análisis especial\)](#), Mision Verdad.

Traduction : Frédérique Buhl pour [Venezuela Infos](#)

Photo : *Dîner offert par le président Trump à ses alliés latino-américains - le colombien Juan Manuel Santos, le brésilien Michel Temer, le panaméen Juan Carlos Varela et la vice-présidente argentine Marta Gabriela Michetti, dans un hôtel de luxe de Manhattan le 18 septembre 2017, en marge de la 72ème Assemblée Générale des Nations-Unies. Donald Trump leur a expliqué le plan à suivre : « les institutions démocratiques sont détruites au Venezuela » et la mission est de « restaurer la démocratie ».*

La source originale de cet article est [Mission Verdad](#)
Copyright © [William Serafino](#), [Mission Verdad](#), 2017

Articles Par : [William Serafino](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez : media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média : media@globalresearch.ca